

L'ampleur et la sévérité des crises alimentaires se sont intensifiées en 2020 du fait de la perpétuation de plusieurs conflits, des répercussions économiques de la COVID-19 et des conditions météorologiques extrêmes qui ont exacerbé les fragilités existantes. Les prévisions brossent de sombres perspectives pour 2021, la menace de famines persistant dans plusieurs des pires crises alimentaires au monde.

À la fin de 2020, l'objectif mondial de « Faim zéro » à l'horizon 2030 semblait encore davantage hors de portée compte tenu de la nouvelle augmentation du nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë nécessitant de toute urgence une aide alimentaire, nutritionnelle et de protection des moyens d'existence.

Le GRFC se concentre sur les crises alimentaires où les capacités locales de réponse sont insuffisantes, et où la mobilisation urgente de la communauté internationale a été requise, ainsi que sur les pays et territoires où les preuves disponibles indiquent que la magnitude et la sévérité de la crise alimentaire dépassent les ressources et les capacités de réponse locales.

Il fournit des estimations de populations basées sur le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) et le Cadre Harmonisé (CH) - ou des sources comparables - pour les pays et territoires où des données sont disponibles.

155 millions de personnes au moins, dans 55 pays/territoires, étaient en Crise ou pire (Phase 3 ou plus de l'IPC/CH) en 2020, soit une augmentation d'environ 20 millions de personnes par rapport à 2019. Parmi les 39 pays/territoires inclus dans le GRFC depuis 2016, le nombre de personnes en Crise ou pire (Phase 3 ou plus de

Figure 2
Sur les 43 pays ayant fait l'objet d'analyses IPC/CH, 38 comptaient des populations en Phase 4 ou plus de l'IPC/CH, en 2020



■ Urgence ou pire (Phase 4 de l'IPC/CH ou plus)

Remarque: 5 pays n'ont aucune population en Urgence ou pire (Phase 4 ou plus de l'IPC/CH).
Source: FSIN, GRFC 2021

l'IPC/CH), ou équivalent, est passé de 94 millions à 147 millions, reflétant l'aggravation de l'insécurité alimentaire et l'extension de la couverture géographique des analyses.

Figure 1

Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) et Cadre harmonisé (CH)

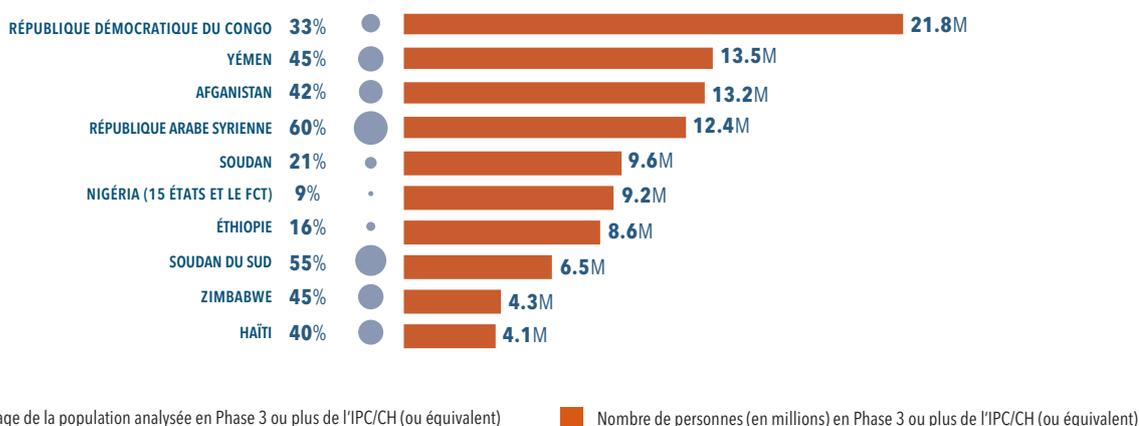
Phase 1 Aucune/Minimale	Phase 2 Sous pression	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Catastrophe/Famine
Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels, alimentaires et non alimentaires, sans recourir à des stratégies d'adaptation irréversibles pour accéder aux aliments et aux revenus.	Les ménages ont une consommation alimentaire adéquate minimale et ne peuvent se permettre certaines dépenses non alimentaires essentielles sans adopter des stratégies d'adaptation au stress.	Les ménages ont des déficits alimentaires considérables avec une malnutrition aiguë élevée ou supérieure à la normale ou un épuisement accéléré des moyens d'existence ou recourent à des stratégies d'adaptation de crise.	Les ménages ont des déficits alimentaires importants provoquant une malnutrition aiguë très élevée et une surmortalité excessive ; ils sont confrontés à une perte extrême des moyens d'existence ou ont recours à des stratégies d'adaptation d'urgence.	Les ménages ont un extrême manque de nourriture et/ou ne peuvent satisfaire d'autres besoins de base. Ils font face à l'inanition, le décès, le dénuement et à des niveaux extrêmement critiques de malnutrition aiguë.

Action pour la réduction des risques de catastrophe et la protection des moyens d'existence

ACTION URGENTE REQUISE

Figure 3

Les 10 crises avec le plus grand nombre de personnes en Phase 3 ou plus de l'IPC/CH (ou équivalent) en 2020



Source: FSIN, GRFC 2021.

Environ 28 millions de personnes dans 38 des 43 pays/territoires ayant fait l'objet d'analyses IPC/CH étaient en situation d'Urgence ou pire (Phase 4 ou plus de l'IPC/CH) et nécessitaient une action urgente pour sauver des vies et des moyens d'existence. La plupart des personnes dans cette situation désastreuse se trouvaient en Afghanistan, en République démocratique du Congo, au Soudan et au Yémen, avec au moins 2 millions de personnes en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) dans chaque pays. Au Soudan du Sud, en Éthiopie, en Haïti et au Zimbabwe, plus de 1 million de personnes étaient en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC). Dans six pays, plus de 10 pourcent de la population analysée étaient en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) (Afghanistan, République centrafricaine, Haïti, Soudan du Sud, Yémen et Zimbabwe).

Environ 133 000 personnes étaient dans la phase la plus grave – Catastrophe (Phase 5 de l'IPC/CH) – au Burkina Faso, au Soudan du Sud et au Yémen, nécessitant une action urgente pour prévenir une augmentation de la mortalité et l'effondrement total des moyens d'existence. Au Soudan du Sud, le nombre de personnes en situation de Catastrophe (Phase 5 de l'IPC) est passé de zéro en mai-juillet 2020 à 92 000 en octobre-novembre 2020, et jusqu'à 105 000 dans six comtés en décembre. Le comité de revue de la famine de l'IPC a averti que quatre payams de l'Ouest du comté de Pibor au Soudan du Sud étaient en situation de Famine probable (Phase 5 de l'IPC) en octobre-décembre 2020, tandis que deux autres payams de l'Est étaient en risque de Famine en décembre 2020 (IPC et revues externes, décembre 2020).

Ces chiffres traduisent l'impact des crises prolongées sur les moyens d'existence des populations, qui peuvent conduire à des situations de dénuement extrême pouvant aller jusqu'à la mort. Le grand nombre de personnes en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC/CH) et de Catastrophe (Phase 5 de l'IPC/CH) met en évidence une situation extrêmement grave dans laquelle la malnutrition aiguë et la mortalité pourraient fortement augmenter au sein de la population en insécurité alimentaire aiguë si les interventions humanitaires ne parvenaient pas à les atteindre et à les aider à satisfaire leurs besoins alimentaires de base.

La répétition de chocs a progressivement érodé la capacité des ménages vulnérables à se remettre des chocs. Ainsi, 208 millions de personnes supplémentaires dans 43 pays étaient en situation de Sous pression (Phase 2 de l'IPC/CH).

Les pires crises alimentaires en 2020

Sur les 55 crises alimentaires identifiées en 2020, 10 se démarquent en termes de nombre de personnes en Crise ou pire (Phase 3 de l'IPC/CH ou plus) ou équivalent. Six d'entre elles sont en Afrique (République démocratique du Congo, Soudan, nord du Nigéria, Éthiopie, Soudan du Sud et Zimbabwe), deux au Moyen-Orient (République arabe syrienne et Yémen), une dans les Amériques (Haïti) et une en Asie du Sud (Afghanistan).

Pour la troisième année consécutive, trois pays touchés par un conflit (République démocratique du Congo, Yémen et Afghanistan) affichent les plus grands nombres de personnes en Crise ou pire (Phase 3 de l'IPC ou plus). Ces trois pays, ainsi que la République arabe syrienne, représentent près de 40 pourcent de la population totale en Crise ou pire (Phase 3 ou plus de l'IPC).

En termes de prévalence, la République centrafricaine, le Soudan du Sud et la République arabe syrienne comptent plus de la moitié de la population analysée en Crise ou pire (Phase 3 de l'IPC ou plus) ou équivalent. Dans cinq pays (Afghanistan, Haïti, Lesotho, Yémen et Zimbabwe), entre 40 et 45 pourcent de la population analysée étaient en Crise ou pire (Phase 3 de l'IPC ou plus).

Douze pays ont connu de fortes augmentations en termes absolus entre 2019 et 2020. Les plus fortes augmentations des populations en Crise ou pire (Phase 3 de l'IPC/CH ou plus) ou équivalent ont été enregistrées en République démocratique du Congo, dans le nord du Nigéria, au Soudan et en République arabe syrienne. Parmi les autres pays ayant connu une augmentation importante des populations en Crise ou pire, on trouve l'Afghanistan, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Honduras, le Mozambique, la Sierra Leone et l'Ouganda.

En 2020, plus de 15,7 millions d'enfants de moins de 5 ans vivant dans les 55 zones des crises alimentaires souffraient d'émaciation.

Près de la moitié d'entre eux (7,2 millions) vivait dans les zones des 10 pires crises alimentaires (en nombre de personnes en Phase 3 de l'IPC/CH ou plus). La situation est particulièrement préoccupante dans le nord du Nigéria, en Éthiopie, en République démocratique du Congo et au Soudan. Ces quatre pays/zones abritent plus d'un tiers de tous les enfants émaciés dans les pays en crise alimentaire.

La situation nutritionnelle est particulièrement critique dans les pays touchés par un conflit prolongé. Sur les 10 pays/territoires où la prévalence de l'émaciation est la plus élevée, huit (Yémen, Soudan du Sud, Soudan, le Niger, Somalie, Tchad, nord du Nigéria et Burkina Faso) sont touchés par des conflits prolongés. Les conflits et l'insécurité ont perturbé l'accès à la nourriture et le fonctionnement des services de santé et d'hygiène de base, affectant gravement l'état nutritionnel des plus vulnérables, en particulier les femmes et les enfants.

Les 10 pays affectés par les pires crises alimentaires en 2020 ont été particulièrement touchés par les perturbations de la nutrition et des services de santé, principalement dues aux restrictions mises en place pour lutter contre la COVID-19. Dans six des neuf pays disposant de données, la supplémentation en vitamine A a chuté d'au moins 25 pourcent à l'échelle nationale. Cette baisse a dépassé 50 pourcent en Afghanistan, dans le nord du Nigéria et au Soudan. En République arabe syrienne et au Yémen, la mise en œuvre des programmes de traitement de l'émaciation a chuté d'un taux compris entre 25 et 49 pourcent.

Une combinaison néfaste de chocs multiples

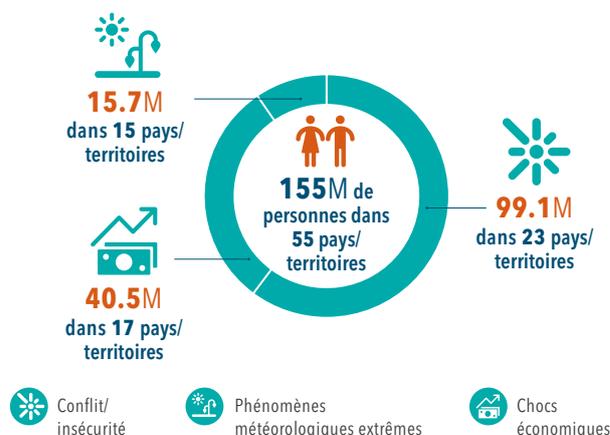
Les facteurs de l'insécurité alimentaire aiguë sont souvent interconnectés et se renforcent mutuellement. La forte augmentation des populations en insécurité alimentaire aiguë reflète en partie la couverture géographique accrue de plusieurs analyses en raison des préoccupations croissantes concernant l'insécurité alimentaire aiguë. Elle témoigne également du fort impact économique de la COVID-19 dans les zones urbaines. Cependant, cette augmentation montre largement les conséquences dévastatrices de conflit/de l'insécurité, qui est resté le principal facteur des crises alimentaires dans 23 pays/territoires comptant près de 100 millions de personnes en Crise ou pire (Phase 3 de l'IPC/CH ou plus) ou équivalent - contre environ 77 millions dans 22 pays/territoires, en 2019.

L'intensification des chocs économiques, y compris ceux résultant de la pandémie de COVID-19, a déclenché la pire crise économique mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale, affectant de manière disproportionnée les économies des pays pauvres et exacerbant des situations déjà fragiles, y compris dans les pays en conflit. Des dizaines de millions de personnes vulnérables n'ont pas pu se permettre de se nourrir suffisamment, car elles ont subi de graves pertes d'emplois et de revenus, souvent associées à une hausse brutale et soutenue des prix des produits alimentaires. En 2020, les chocs économiques (y compris ceux résultant de la crise de la COVID-19) sont considérés comme le principal facteur de l'insécurité alimentaire aiguë dans 17 pays, représentant plus de 40 millions de personnes en Crise ou pire (Phase 3 de l'IPC/CH ou plus) ou équivalent, contre seulement huit pays et environ 24 millions de personnes en 2019.

Les conditions météorologiques extrêmes ont exacerbé la gravité des crises alimentaires et sont considérés comme le facteur principal dans 15 pays comptant environ 16 millions de personnes dans une situation de Crise ou pire (Phase 3 ou plus de l'IPC/

Figure 4

Nombre de personnes en situation de Crise ou pire (Phase 3 ou plus de l'IPC/CH) ou équivalent, par facteur déterminant en 2020



CH) ou équivalent. En 2020, des pluies et des inondations exceptionnellement fortes ont détruit les moyens d'existence dans de nombreuses régions d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie du Sud. En Amérique centrale (Guatemala, Honduras et Nicaragua), les tempêtes tropicales, les ouragans et les inondations ont contribué à une hausse brutale de l'insécurité alimentaire aiguë, affectant les régions où les ménages ont connu des sécheresses prolongées les années précédentes.

De sombres perspectives pour 2021

Les crises alimentaires se prolongent de plus en plus et la capacité des populations à se remettre de nouvelles difficultés est toujours plus éprouvée.

Les conflits, la pandémie de COVID-19 et les crises économiques à grande échelle devraient prolonger les situations de crise alimentaire en 2021 et nécessiter la poursuite d'une assistance humanitaire à grande échelle. Selon les projections, plus de 142 millions de personnes dans 40 des 55 pays/territoires inclus dans ce rapport devraient être en Crise ou pire (Phase 3 ou plus de l'IPC/CH) en 2021. Environ 155 000 personnes seront probablement en situation de Catastrophe (Phase 5 de l'IPC) dans deux de ces pays jusqu'à la mi-2021, dont 108 000 au Soudan du Sud et 47 000 au Yémen. Aucune prévision n'était disponible pour les 15 pays/territoires restants au moment de la publication de ce rapport.

On s'attend à ce qu'au moins 12 millions de personnes se trouvent dans une situation de Crise ou pire (Phase 3 de l'IPC/CH ou plus) dans cinq des crises alimentaires majeures, en premier lieu en République démocratique du Congo (27,3 millions) et au Yémen (16,1 millions), suivis par l'Afghanistan (13,2 millions), l'Éthiopie (12,9 millions) et le nord du Nigéria (12,8 millions).

Le comité de revue de la famine a alerté sur le fait que quatre payams de la région de Pibor au Soudan du Sud resteront en situation de Famine Probable (Phase 5 de l'IPC), tandis que deux autres payams resteront à risque de Famine jusqu'en juillet 2021.

Le Yémen, quant à lui, continuera d'être soumis à un risque de Famine jusqu'en 2021. Dans le nord du Nigéria, bien qu'aucune population ou zone ne devrait être en situation de Famine (Phase 5 du CH), certains indicateurs suggèrent qu'une proportion de la population inférieure à 10 pourcent pourrait faire face à ces conditions.

Dans les pays confrontés aux situations les plus graves, les conflits devraient rester le principal facteur des crises alimentaires. Des évolutions dans les dynamiques des conflits, l'insécurité et la violence armée pourraient conduire à une intensification de la violence en 2021, et ce en Afghanistan, en République centrafricaine, au Sahel central (Burkina Faso, Mali et Niger), en République démocratique du Congo, en Éthiopie, dans le nord du Nigéria, dans le nord du Mozambique, en Somalie, en Soudan du Sud et au Soudan.

Bien que les données soient limitées dans certaines zones où la situation est préoccupante, telles que la région du Tigré en Éthiopie, l'attention continue, les collectes de données et l'accès humanitaire sont essentiels pour mettre en œuvre une réponse humanitaire informée, coordonnée et efficace. Malgré les espoirs de négociations de paix ou de cessez-le-feu dans certains pays en 2021, le recouvrement des moyens d'existence après un conflit prolongé sera un processus long et graduel.

La pandémie de COVID-19 et les mesures d'endiguement associées devraient continuer d'aggraver les crises économiques et l'insécurité alimentaire aiguë, en particulier dans les économies fragiles de certaines parties de l'Afrique australe et occidentale et en Haïti. Même si la COVID-19 peut être contenue dans certaines régions du monde, la lenteur de la vaccination dans les pays aux systèmes de santé moins développés pourrait prolonger les restrictions et atténuer les perspectives de reprise économique rapide.

En outre, la menace continue de faibles précipitations et d'événements météorologiques défavorables est susceptible de continuer à exacerber l'insécurité alimentaire aiguë dans de

nombreux pays. Les prévisions annoncent une période de mars à mai plus sèche que la moyenne en Éthiopie, au Kenya et en Somalie, et s'accompagnent d'une menace persistante d'infestations de criquets pèlerins, qui pourraient faire chuter en dessous de la moyenne la production de l'agriculture et de l'élevage, réduire les revenus du travail, agricole, restreindre la consommation alimentaire notamment celle des produits laitiers accroître les conflits liés aux ressources et faire grimper les prix des céréales dans la Corne de l'Afrique. Début 2021, des précipitations inférieures à la moyenne ont prévalu en Irak et dans le sud et l'ouest d'Afghanistan en particulier à cause du phénomène météorologique de La Niña.

Les conflits, l'insécurité et les conditions météorologiques extrêmes devraient entraîner une nouvelle augmentation du nombre de ménages déplacés de force, à la fois ceux qui fuient au-delà des frontières et ceux qui sont déplacés à l'intérieur de leur pays. Les réfugiés et les demandeurs d'asile se retrouvent dans des situations précaires caractérisées par des possibilités limitées d'inclusion socio-économique et un manque d'accès aux filets sociaux. L'aggravation de la crise économique au Liban et les restrictions dues à la COVID-19 dans les pays d'accueil affecteront particulièrement les moyens de existence et la sécurité alimentaire des réfugiés syriens en 2021. À Cox's Bazar au Bangladesh, les impacts sociaux de la pandémie et la concurrence croissante pour les moyens d'existence pourraient détériorer encore davantage les liens entre les réfugiés et les communautés hôtes. En outre, l'instabilité économique persistante, le chômage, la violence et l'insécurité alimentaire aiguë pourraient provoquer des crises migratoires massives hors de la République bolivarienne du Venezuela et des pays d'Amérique centrale.

Bien que tous les partenaires s'accordent largement sur les données et informations présentées dans ce rapport, les analyses de FEWS NET suggèrent que la population nécessitant une aide alimentaire d'urgence en 2020 était inférieure aux estimations de l'IPC pour l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, Haïti et le Soudan.

CONTACTS


fsin-secretariat@wfp.org

www.fsinplatform.org

[@FSIN_News](https://twitter.com/FSIN_News)

www.fightfoodcrises.net

[@fightfoodcrises](https://twitter.com/fightfoodcrises)

Cette initiative est entreprise par le Global Network Against Food Crises (Réseau mondial contre les crises alimentaires). Le travail du FSIN a été possible grâce au généreux soutien de l'Union européenne et de l'USAID.



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



Global Network
Against Food Crises

